

Délais de prescription en famille

IMPORTANT : L'information juridique générale contenue dans cette fiche vise à indiquer les délais de prescriptions en droit de la famille. Elle ne vise pas à servir de conseils juridiques ou à remplacer l'avis juridique donné par une avocate ou un avocat.

INTRODUCTION

Délai de prescription

En droit de la famille ontarien, les **délais de prescription** déterminent le **temps dont une personne dispose pour déposer une demande devant le tribunal**.

Ces délais visent à assurer la **certitude juridique** et à encourager les parties à **agir dans un délai raisonnable** après la **rupture d'une relation** ou la **survenance d'un événement important**.

TABLEAU DES DÉLAIS

Aperçu des principaux délais applicables selon le type de demande

Demande	Délai de prescription	Loi	Application
Pension alimentaire pour enfants	Aucune limite fixe (arriérés peuvent être restreints). <ul style="list-style-type: none">Aussi longtemps que l'enfant a moins de 18 ans.Si l'enfant a plus de 18 ans, aussi longtemps qu'il est inscrit dans un programme d'études à temps plein ou incapable de se soustraire à la dépendance parentale.	<i>Loi sur le droit de la famille (LDF)</i> , article 31(1). <ul style="list-style-type: none">Note : le tribunal limite habituellement les pensions alimentaires rétroactives aux trois dernières années. Cette période peut être prolongée si le parent payeur a dissimulé des hausses de revenus	S'applique aux conjointes mariés et aux conjointes de fait

		ou ignoré ses obligations alimentaires à l'égard de son enfant.	
Responsabilité décisionnelle et temps parental soit garde, de droit de visite ou de prise de décision parentale	<p>Aucune prescription stricte ne s'applique.</p> <ul style="list-style-type: none"> Cependant, le tribunal prendra en compte l'intérêt supérieur de l'enfant et la stabilité de sa situation actuelle avant de modifier un arrangement déjà établi. 	<i>Loi portant réforme du droit de l'enfance (LPRDEF), article 24(1).</i>	S'applique aux conjointes mariés et aux conjointes de fait
Pension alimentaire pour époux	<p>Aucun délai de prescription.</p> <ul style="list-style-type: none"> Cependant, la demande sera considérée plus sérieuse si elle est faite tôt. 	<i>Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux (LDFPAE).</i>	S'applique aux conjointes mariés et aux conjointes de fait
Occupation ou possession exclusive de la résidence familiale (principale)	<p>Aucun délai de prescription.</p> <ul style="list-style-type: none"> Ces demandes doivent être présentées le plus rapidement possible et pendant que le droit au domicile existe encore (avant la vente, la cession ou la perte du droit d'occupation). 	<p><i>Loi sur le droit de la famille (LDF), article 19 à 25</i></p> <ul style="list-style-type: none"> Note : Le tribunal peut émettre une ordonnance d'occupation exclusive pour protéger un époux et les enfants. 	S'applique aux conjointes mariés et aux conjointes de fait

Égalisation des biens (division)	Le premier de : • 2 ans à compter du divorce, • 6 ans à compter de la séparation, • 6 mois à compter du décès du premier conjoint.	<i>Loi sur le droit de la famille (LDF)</i> , article 7(3). Note : le tribunal peut accorder une prolongation discrétionnaire (art. 2(8) LDF).	S'applique aux conjointes mariés
Demande contre la succession d'un époux (choix de l'égalisation)	6 mois à compter de la délivrance du certificat de nomination du fiduciaire de la succession .	<i>Loi sur le droit de la famille (LDF)</i> , article 6(10). Note : le tribunal peut accorder une prolongation discrétionnaire (art. 2(8) LDF).	S'applique aux conjointes mariés
Réclamations pour contrats familiaux (accords de séparation, conventions de cohabitation)	Si une partie souhaite contester, modifier ou annuler un contrat familial • 2 ans à partir du moment où la personne découvre ou aurait dû découvrir la cause d'action, • et dans tous les cas, 15 ans après la date de l'acte .	<i>Loi de 2002 sur la prescription des actions (LPA)</i> , articles 4 et 15.	S'applique aux conjointes mariés et aux conjointes de fait survivants
Demande de pension alimentaire d'un dépendant contre la	6 mois à compter de la délivrance du certificat de nomination du fiduciaire de la succession .	<i>Loi portant réforme du droit des successions (LRDS)</i> , article 57 et 58.	S'applique aux conjointes mariés et aux

succession du défunt		<ul style="list-style-type: none"> Note : le tribunal peut accepter une demande tardive si la succession n'a pas été entièrement distribuée (article 61(1)). 	conjoints de fait
Annulation d'un contrat familial	Aucun délai de prescription spécifique, mais les délais réguliers s'appliquent aux réclamations concernant les questions traitées dans le contrat.	<i>Loi sur la prescription des actions (LPA)</i> , article 16.	S'applique aux conjoints mariés et aux conjoints de fait
Demandes en équité (à l'exclusion des biens immeubles)	2 ans à partir du moment où la personne a connu le préjudice ou a eu connaissance de son droit.	LPA, article 4.	S'applique aux conjoints mariés et aux conjoints de fait
Toute autre demande	<p>Vraisemblablement 2 ans pour les demandes non décrites ci-dessus.</p> <p>Les demandes difficiles à découvrir pourraient être assujetties au délai ultime de 15 ans.</p>	LPA, articles 4 et 15.	S'applique aux conjoints mariés et aux conjoints de fait

CONSÉQUENCES DU DÉPASSEMENT DU DÉLAI

Perte du droit d'agir et exceptions possibles

Si un délai de prescription est **expiré**, la partie perd généralement le **droit d'intenter une action**.

Le tribunal peut rejeter la demande pour cause de délai expiré, sauf dans des circonstances exceptionnelles (ex. **fraude, incapacité mentale, erreur manifeste**).

LEXIQUE

Définitions de termes clés en droit de la famille ontarien

Demande vs Requête

- En Ontario, une affaire en **droit de la famille** (ex. ordonnance parentale ou divorce) commence par le dépôt d'une **requête**.
- Une affaire de **droit civil** (ex. enrichissement sans cause des conjoints de fait) commence par le dépôt d'une **demande**.

Demande en équité

- Dans certaines circonstances, la loi ne reflète pas correctement les principes d'équité.
- Le tribunal peut être invité à intervenir et statuer sur la demande **sur une base d'équité**, visant à **rectifier une injustice** qu'une application stricte de la loi aurait causée.
- Bien que le fondement de toutes les demandes en équité soit une **allégation d'injustice fondamentale**, il en existe plusieurs catégories spécifiques, dont l'**enrichissement sans cause**.

Délai de prescription

- Un délai de prescription fixe le moment limite pour déposer une demande devant le tribunal.
- Il définit le délai dans lequel une personne lésée peut introduire une demande résultant de toute perte ou dommage survenus à la suite d'un acte ou d'une omission.
- Une fois le délai expiré, une action ne peut être intentée, même si elle est légitime, sauf autorisation spéciale du tribunal.

Conjoints mariés

- Un **conjoint marié** est une personne qui a célébré légalement un mariage avec une autre personne par une personne autorisée par la loi, telle qu'un **juge**, un **juge de paix** ou un **représentant religieux**.

Conjoints de fait

- Une personne qui **vit avec un partenaire dans une relation semblable au mariage sans être marié**.
 - Cohabitation continue pendant **au moins 3 ans**, ou
 - Relation permanente avec un **enfant biologique ou adopté**
- Aucune démarche légale n'est nécessaire pour créer une union de fait.

Dépendant

- Est un conjoint (marié ou en union de fait), un parent, un enfant ou un frère/sœur du défunt qui, immédiatement avant le décès, recevait ou avait droit à une **pension alimentaire** de la part du défunt.

Le **Centre d'information juridique de l'Ontario** offre des services confidentiels gratuits en français et en anglais d'information juridique et de référencement à toute personne ayant un problème juridique qui se situe en Ontario. **Prenez un rendez-vous en ligne** ou **appelez-nous au 1 (844) 343-7462** (sans frais) pour avoir une rencontre d'information juridique de 30 minutes.



Ministère de la Justice
Canada

Department of Justice
Canada



**La Fondation
du droit
de l'Ontario**
Améliorer l'accès à la justice